



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240621-2106202482-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/06/2024

Publication : 28/06/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 21 juin 2024 à 14h39 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents : Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés : Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI,
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés : Madame Elisabeth ALAZARD, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 14 juin 2024



7 MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS - CRÉATION D'UN POSTE DE CONSEILLER EN INSERTION PROFESSIONNELLE

MESDAMES, MESSIEURS,

Suite à la dégradation de nombreux indicateurs, mis en valeur notamment par l'Analyse des Besoins Sociaux (A.B.S.) publiée en 2023, un travail partenarial mené entre l'Etat et la Ville de Rouen a abouti à la révision de la géographie prioritaire, validée par un décret du 29 décembre 2023. Les secteurs Saint Sever et Orléans intègrent ainsi le Quartier Politique de la Ville désormais renommé « Grammont – St Sever – Orléans ». Pour répondre à ces nouveaux besoins du territoire, il est proposé la création d'un poste de conseiller en insertion, cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux, au sein du service insertion professionnelle et innovation sociales du C.C.A.S. de Rouen.

Il convient ainsi d'approuver la modification du tableau des effectifs du C.C.A.S.

DÉLIBÉRATIONS

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU la Loi N° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique,

VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 22 mars 2024 relative au tableau des effectifs au 1er avril 2024,

VU l'Avis du Comité Social Territorial,

CONSIDÉRANT la nécessité de créer un poste de conseiller en insertion professionnelle,

CONSIDÉRANT la nécessité de modifier le tableau des effectifs du C.C.A.S. de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Décide la création d'un poste d'un équivalent temps plein de conseiller en insertion professionnelle au sein du C.C.A.S. de Rouen, cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux, au sein service insertion professionnelle et innovation sociales,
- Décide d'approuver la modification du tableau des emplois comme suit :

Service	Création	Poste	Cadre d'emploi	Date d'effet
Insertion professionnelle et innovation sociales	1 ETP	Conseiller en insertion professionnelle	Rédacteur territorial	1 ^{er} juillet 2024

- Précise que l'emploi créé sera pourvu par un fonctionnaire titulaire de ce grade, ou en l'absence de ce fonctionnaire par un agent contractuel justifiant nécessairement des diplômes requis pour se présenter aux concours correspondants au niveau du poste concerné ou d'une expérience professionnelle équivalente. La rémunération est calculée sur la base de la grille indiciaire et des primes afférentes au grade concerné.
- Autorise, en l'absence de candidature de fonctionnaires ou si la candidature d'un agent contractuel présente un avantage déterminant en matière d'expérience, de formation ou de compétence, le recrutement d'agents contractuels sur le fondement de l'article 3-3 dont les candidatures correspondent aux missions générales de l'emploi décrites dans le tableau des emplois. La rémunération sera fixée par le ou les cadres d'emplois ouverts pour chaque emploi.
- Précise que les dispositions autorisant le recours au recrutement d'agents contractuels suivront les évolutions réglementaires et législatives.
- Dit que les dépenses de rémunération et de charges des agents nommés dans les emplois sont imputées au chapitre 012 « charges de personnel et frais assimilés » du budget principal,

DÉLIBÉRATIONS

- Autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation

 
Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.